

Date

Référence	Demande n° / Brevet N°.
Demandeur / Titulaire	

Décision de rejet d'une demande de brevet européen conformément à l'article 90(5) CBE

La demande de brevet européen susmentionnée est rejetée pour la raison suivante :
 Il n'a pas été remédié en temps voulu ou en bonne et due forme à l'irrégularité concernant :

- la forme des documents de remplacement
- d'autres conditions de forme relatives à la demande

indiquée dans le formulaire OEB 2905 émis par la division d'examen.

Indications complémentaires quant à l'irrégularité mentionnée ci-dessus :

.....

Indication des voies de recours

Recours

Cette décision est susceptible de recours. L'attention est attirée sur le texte annexé des articles 106 à 108 CBE et règles 97 et 98 CBE.

Restitutio in integrum (art. 122 CBE)

Le demandeur qui, bien qu'ayant fait preuve de toute la vigilance nécessitée par les circonstances, n'a pas été en mesure d'observer le délai est, sur requête, rétabli dans ses droits si les délais et les autres exigences prévus à la règle 136(1) et (2) CBE sont respectés.



Article 106 **Décisions susceptibles de recours**

- (1) Les décisions de la section de dépôt, des divisions d'examen, des divisions d'opposition et de la division juridique sont susceptibles de recours. Le recours a un effet suspensif.
- (2) Une décision qui ne met pas fin à une procédure à l'égard d'une des parties ne peut faire l'objet d'un recours qu'avec la décision finale, à moins que ladite décision ne prévoie un recours indépendant.
- (3) Le droit de former recours contre des décisions portant sur la répartition ou la fixation des frais de la procédure d'opposition peut être limité dans le règlement d'exécution.

Règle 97 **Recours contre la répartition et la fixation des frais**

- (1) Aucun recours ne peut avoir pour seul objet la répartition des frais de la procédure d'opposition.
- (2) Une décision fixant le montant des frais de la procédure d'opposition ne peut faire l'objet d'un recours que si le montant est supérieur à celui de la taxe de recours.

Règle 98 **Renonciation au brevet ou extinction de celui-ci**

Un recours peut être formé contre la décision d'une division d'opposition même s'il a été renoncé au brevet européen dans tous les Etats contractants désignés ou si le brevet s'est éteint dans tous ces Etats.

Article 107 **Personnes admises à former le recours et à être parties à la procédure**

Toute partie à la procédure aux prétentions de laquelle une décision n'a pas fait droit peut former un recours contre cette décision. Les autres parties à ladite procédure sont de droit parties à la procédure de recours.

Article 108 **Délai et forme**

Le recours doit être formé, conformément au règlement d'exécution, auprès de l'Office européen des brevets dans un délai de **deux mois** à compter de la signification de la décision. Le recours n'est réputé formé qu'après le paiement de la taxe de recours. Un mémoire exposant les motifs du recours doit être déposé dans un délai de **quatre mois** compter de la signification de la décision, conformément au règlement d'exécution.

Indications supplémentaires concernant la formation du recours

- (a) Conformément à la règle 1 et à la règle 2(1) CBE, l'acte de recours peut être déposé par remise directe, par voie postale ou par des moyens techniques de communication. Le dépôt doit satisfaire aux modalités d'application et aux conditions requises ainsi que, le cas échéant, aux exigences de forme et aux exigences techniques particulières arrêtées par le Président de l'Office européen des brevets (r. 99(3) CBE).
- (b) Les adresses des bureaux de réception de l'Office européen des brevets sont les suivantes :

(i) Office européen des brevets D-80298 Munich Allemagne Fax : +49 89 2399-4465	(ii) Office européen des brevets Postbus 5818 NL-2280 HV Rijswijk (ZH) Pays Bas Fax : +31 70 340-3016	(iii) Office européen des brevets D-10958 Berlin Allemagne Fax : +49 30 259 01-840
--	---	---
- (c) L'acte de recours doit comporter le nom et l'adresse du requérant dans les conditions prévues à la règle 41(2) c) CBE, l'indication de la décision attaquée, et une requête définissant l'objet du recours. Dans le mémoire exposant les motifs du recours, le requérant doit présenter les motifs pour lesquels il y a lieu d'annuler la décision attaquée ou la mesure dans laquelle elle doit être modifiée, ainsi que les faits et les preuves sur lesquels le recours est fondé (r. 99(1) et (2) CBE). L'acte de recours ainsi que, le cas échéant, le mémoire déposé ultérieurement pour exposer les motifs du recours, doivent être signés (r. 50(3) CBE).
- (d) La taxe de recours est fixée par le règlement relatif aux taxes. Le barème des taxes et redevances de l'OEB ou une référence à la version actuelle est régulièrement publié au Journal officiel de l'Office européen des brevets sous la rubrique "Avis concernant le paiement des taxes, redevances et tarifs de vente". Des informations relatives aux taxes sont disponibles également sur le site internet de l'OEB à l'adresse www.epo.org/fees.